



BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

EUROSISTÈME

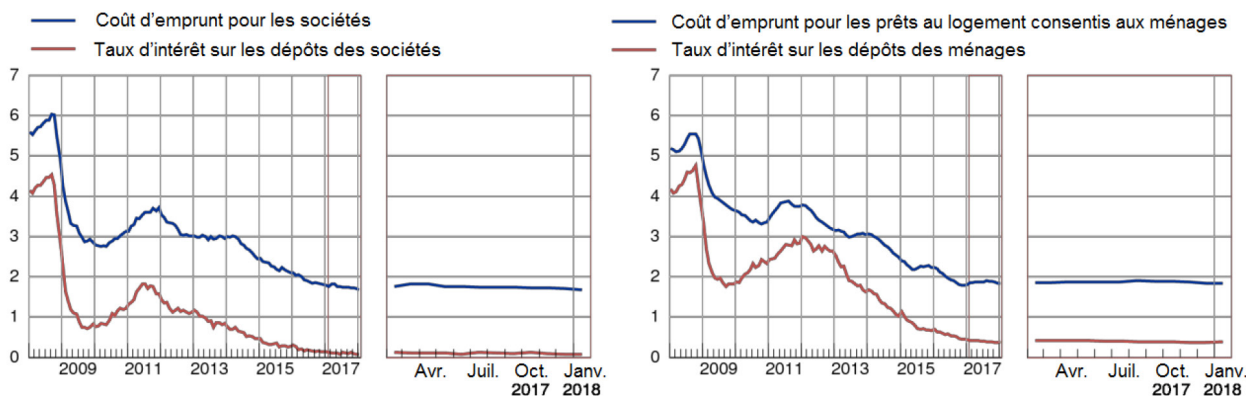
COMMUNIQUÉ DE PRESSE

5 mars 2018

Statistiques relatives aux taux d'intérêt des banques de la zone euro : janvier 2018

- L'indicateur composite du coût d'emprunt pour les nouveaux prêts accordés aux sociétés¹ a diminué de 4 points de base par rapport au mois précédent, s'établissant à 1,67 % en janvier 2018.
- L'indicateur composite du coût d'emprunt pour les nouveaux prêts au logement accordés aux ménages¹ est resté globalement inchangé en janvier 2018, à 1,84 %.
- Au cours du même mois, le taux d'intérêt composite sur les nouveaux dépôts des sociétés et des ménages de la zone euro est resté pratiquement inchangé, à 0,08 % et 0,39 %, respectivement.

Taux d'intérêt des banques¹ sur les contrats nouveaux de prêt et de dépôt concernant les sociétés et les ménages de la zone euro (en pourcentage annuel)



¹ Dans ce communiqué de presse, « sociétés » se rapporte aux sociétés non financières (secteur S. 11 du Système européen des comptes 2010 ou SEC 2010) et « ménages » recouvre les ménages et les institutions sans but lucratif au service des ménages (secteurs S. 14 et S. 15 du SEC 2010). Les « banques » désignent les institutions financières monétaires, à l'exclusion des banques centrales et des fonds d'investissement monétaires (secteur S. 122 du SEC 2010).

Taux d'intérêt des banques appliqués aux sociétés

En janvier 2018, l'[indicateur composite du coût d'emprunt](#), qui combine les taux d'intérêt appliqués à l'ensemble des prêts consentis aux sociétés, a baissé, tandis que le coût des nouveaux emprunts contractés par les sociétés a affiché des évolutions contrastées pour les prêts de faible montant (jusqu'à 250 000 euros) comme pour les prêts d'un montant supérieur à un million. Par exemple, le taux d'intérêt appliqué aux [nouveaux prêts d'un montant supérieur à un million d'euros assortis d'un taux variable et dont la période de fixation initiale du taux est inférieure ou égale à trois mois](#) a diminué de 23 points de base par rapport au mois précédent, ressortant à 1,11 %. Cette baisse en rythme mensuel a essentiellement résulté des évolutions dans un pays de la zone euro et a été principalement imputable au taux d'intérêt. Le taux pratiqué sur les nouveaux prêts de même montant dont la [période de fixation initiale du taux est supérieure à dix ans](#) a augmenté de 4 points de base pour ressortir à 1,79 %. Cette hausse en glissement mensuel résulte de l'effet pondération. En ce qui concerne les [nouveaux prêts d'un montant inférieur ou égal à 250 000 euros assortis d'un taux variable et dont la période de fixation initiale du taux est inférieure ou égale à trois mois](#), le taux moyen pratiqué est demeuré pratiquement inchangé, à 2,39 %.

S'agissant des nouveaux contrats de dépôt, le taux d'intérêt appliqué aux [dépôts des sociétés d'une durée inférieure ou égale à un an](#) est demeuré plus ou moins stable, à 0,05 %, en janvier 2018.

Le taux d'intérêt sur les [nouveaux prêts consentis aux entrepreneurs individuels et aux sociétés de personnes assortis d'un taux variable et dont la période de fixation initiale du taux est inférieure ou égale à un an](#) est resté pratiquement inchangé, à 2,29 %.

	Taux d'intérêt des banques				Volumes de nouveaux contrats (en milliards d'euros)		
	Jan. 2018	Variation mensuelle (en points de base)			Jan. 2018	Déc. 2017	Jan. 2017
		Effet d'intérêt	taux	Effet pondération			
Sociétés							
<i>Prêts d'un montant supérieur à un million d'euros assortis d'un taux variable et dont la période de fixation initiale du taux est inférieure ou égale à trois mois</i>	1,11 %	-23	-18	-5	109,86	118,87	105,74
<i>Prêts d'un montant supérieur à un million d'euros dont la période de fixation initiale du taux est supérieure à dix ans</i>	1,79 %	+4	-6	+10	5,26	12,60	6,21
<i>Prêts d'un montant inférieur ou égal à 250 000 euros assortis d'un taux variable et dont la période de fixation initiale du taux est inférieure ou égale à trois mois</i>	2,39 %	-1	0	0	21,05	22,00	18,48
<i>Indicateur composite du coût d'emprunt</i>	1,67 %	-4	-4	0	248,70	246,39	243,82
<i>Dépôts à terme d'une durée inférieure ou égale à un an</i>	0,05 %	-1	0	-1	46,63	48,35	51,86
Entrepreneurs individuels et sociétés de personnes							
<i>Prêts assortis d'un taux variable et dont la période de fixation initiale du taux est inférieure ou égale à un an</i>	2,29 %	-1	-2	+1	4,07	4,06	4,26

Taux d'intérêt des banques appliqués aux ménages

L'indicateur composite du coût d'emprunt, qui combine les taux d'intérêt sur l'ensemble des prêts au logement consentis aux ménages, est demeuré globalement stable en janvier 2018. Les taux d'intérêt appliqués aux [prêts au logement assortis d'un taux variable et dont la période de fixation initiale du taux est inférieure ou égale à un an](#) et à ceux dont la [période de fixation initiale du taux est supérieure à dix ans](#) sont restés pratiquement inchangés, à 1,67 % et 1,90 %, respectivement. Sur la même période, le taux d'intérêt des [nouveaux prêts à la consommation accordés aux ménages assortis d'un taux variable et dont la période de fixation initiale du taux est inférieure ou égale à un an](#) a augmenté de 60 points de base, passant à 5,07 %. Cette hausse a essentiellement résulté des évolutions dans six pays de la zone euro et a été principalement imputable à l'effet taux d'intérêt.

Les taux convenus sur les nouveaux dépôts des ménages sont restés quasiment stables. Le taux d'intérêt sur les [dépôts à terme d'une durée inférieure ou égale à un an](#) n'a pratiquement pas varié, s'inscrivant à 0,37 %, tandis que celui appliqué aux [dépôts remboursables avec un préavis de trois mois](#) est resté stable, à 0,44 % en janvier 2018.

	Taux d'intérêt des banques				Volumes de contrats nouveaux (en milliards d'euros)		
	Jan. 2018	Variation mensuelle (en points de base)			Jan. 2018	Déc. 2017	Jan. 2017
		Effet taux d'intérêt	Effet pondération				
Ménages							
<i>Prêts au logement assortis d'un taux variable et dont la période de fixation initiale du taux est inférieure ou égale à un an</i>	1,67 %	-2	-2	0	13,30	13,22	11,88
<i>Prêts au logement dont la période de fixation initiale du taux est supérieure à dix ans</i>	1,90 %	+3	+2	+1	32,25	34,60	52,76
<i>Prêts à la consommation assortis d'un taux variable et dont la période de fixation initiale du taux est inférieure ou égale à un an</i>	5,07 %	+60	+44	+16	2,59	2,72	2,50
<i>Indicateur composite du coût d'emprunt pour les prêts au logement</i>	1,84 %	+1	+1	0	75,02	74,65	73,32
<i>Dépôts à terme d'une durée inférieure ou égale à un an</i>	0,37 %	+3	+1	+2	43,99	37,68	52,19
<i>Dépôts remboursables avec un préavis inférieur ou égal à trois mois *</i>	0,44 %	0	-1	0	2 184,96	2 175,78	2 147,98

* Pour cette catégorie d'instrument, le concept de contrat nouveau est étendu à l'ensemble des encours et n'est donc pas comparable au volume de contrats nouveaux des autres catégories ; les dépôts des ménages et des sociétés sont classés dans le secteur des ménages. Les données en volume proviennent des statistiques de la BCE relatives aux bilans des IFM.

Des tableaux présentant des ventilations supplémentaires des statistiques des taux d'intérêt bancaires, y compris les indicateurs composites du coût d'emprunt pour tous les pays de la zone euro, sont disponibles dans le [Statistical Data Warehouse](#) (SDW) (Entrepôt de données statistiques) de la BCE. Un sous-ensemble fait l'objet d'une présentation visuelle dans « Nos statistiques » à l'adresse www.euro-area-statistics.org. L'ensemble des statistiques relatives aux taux d'intérêt des banques pour la zone euro et pour les différents pays peut être téléchargé à partir du [SDW](#). Pour plus d'informations, notamment le calendrier de publication, se reporter à la partie *Bank interest rates* de la section *Statistics* du [site internet de la BCE](#).

Banque centrale européenne Direction générale Communication
Division Relations avec les médias,
Sonnemannstrasse 20, 60314 Frankfurt am Main, Allemagne
Reproduction autorisée en citant la source

Traduction Banque de France

Pour toute demande d'information, les médias peuvent s'adresser à Alexandrine

Bouilhet au : +49 69 1344 8949.

Notes :

- Les indicateurs composites du coût d'emprunt sont décrits dans l'article intitulé « Évaluer la transmission de la politique monétaire aux taux débiteurs des banques dans la zone euro en période de fragmentation financière » du Bulletin mensuel d'août 2013 (cf. encadré 1).
- Les taux d'intérêt appliqués aux contrats nouveaux sont pondérés sur la base des montants des différents contrats, d'abord par les déclarants puis lors du calcul des moyennes nationales et de la zone euro. Ainsi, outre des modifications des taux d'intérêt, les variations des taux d'intérêt moyens de la zone euro appliqués aux contrats nouveaux reflètent des modifications dans la pondération des différents pays au sein des catégories d'instruments concernées. « L'effet taux d'intérêt » et « l'effet pondération » présentés dans ce communiqué proviennent de l'indice Bennet, qui permet de distinguer les évolutions mensuelles des taux de l'ensemble de la zone euro résultant de modifications des taux de chaque pays (« l'effet taux d'intérêt ») des évolutions liées aux modifications des pondérations des contributions des différents pays (« l'effet pondération »).
- Outre les statistiques mensuelles relatives aux taux d'intérêt bancaires dans la zone euro en janvier 2018, le présent communiqué de presse contient des révisions mineures des données relatives aux périodes antérieures. Il convient de noter que les liens hypertexte sont dynamiques ; les données peuvent par conséquent légèrement varier avec la publication mensuelle suivante en raison des révisions. Sauf indication contraire, ces statistiques sur la zone euro couvrent les États membres de l'UE ayant adopté l'euro à la période sur laquelle portent les données.
- À compter de décembre 2014, la classification sectorielle appliquée aux statistiques relatives aux taux d'intérêt des banques est fondée sur le Système européen des comptes 2010 (SEC 2010). Conformément à la classification du SEC 2010 et à la différence du SEC 95, le secteur des sociétés non financières (S.11) exclut à présent les sociétés holding non engagées dans des activités de gestion et les institutions financières captives similaires.